

Archives orales et histoire des organisations

Florence Descamps



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ashp/1190>

ISSN : 1969-6310

Éditeur

École pratique des hautes études. Section des sciences historiques et philologiques

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2011

Pagination : 210-213

ISSN : 0766-0677

Référence électronique

Florence Descamps, « Archives orales et histoire des organisations », *Annuaire de l'École pratique des hautes études (EPHE), Section des sciences historiques et philologiques* [En ligne], 142 | 2011, mis en ligne le 23 septembre 2011, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ashp/1190>

ARCHIVES ORALES ET HISTOIRE DES ORGANISATIONS

Maître de conférences : M^{me} Florence DESCAMPS

Programme de l'année 2009-2010 : I. *Ingénierie patrimoniale et historique des sources orales*. — II. *Archives orales et histoire d'une organisation : le cas de l'histoire du ministère des Finances au XX^e siècle*.

I. *Ingénierie patrimoniale et historique des sources orales*

À partir du concept « d'ingénierie culturelle » dégagée par C. Mollard en 1994, il est possible de construire la notion d'*ingénierie patrimoniale* et celle d'*ingénierie historique*¹. C'est à cette comparaison critique que nous avons consacré les premières séances de ce module en prenant pour objet d'étude les comités d'histoire ministériels et les associations d'histoire d'entreprise qui se sont développées depuis la fin des années 1970. Ces derniers organismes, héritiers d'une longue tradition française d'impulsion et d'accompagnement de la recherche historique en France mènent divers programmes d'activités qui relèvent largement d'une démarche d'ingénierie : étude de la demande sociale et reformulation, définition ou conduite de programmes archivistiques et patrimoniaux, développement volontariste d'un secteur de recherche, activités scientifiques et d'animation de la recherche, activités de diffusion et d'édition, communication historique, vulgarisation, valorisation patrimoniale et médiation culturelle, prise en compte des contraintes qui enserrant cette ingénierie (contraintes politiques et institutionnelles, calendrier, budget et financement, outils juridiques, etc.).

Dans ce cadre, les comités d'histoire et les associations d'histoire d'entreprise ont été et sont encore des acteurs importants du développement des archives orales, à la croisée de l'histoire orale apparue en France à la fin des années 1960² et du patrimoine

1. Le premier à avoir employé et théorisé la notion d'ingénierie historique est Guy Thuillier, historien de l'administration et fondateur de nombreux comités d'histoire ministériels. Il a notamment écrit « Pour une théorie de l'ingénierie historique », dans *Pour une histoire de la bureaucratie*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, ministère de l'Économie et des Finances, Paris, 1999, p. 71-88. Nous avons pour notre part développé cette notion en étudiant les activités de ces mêmes comités d'histoire depuis leur émergence dans les années 1970 : Florence Descamps, « Quelques réflexions à propos des Comités d'histoire, ornements inutiles ou nouveaux acteurs de la recherche historique ? », *Études et Documents*, X (1998), p. 483-627.
2. Les étapes de l'acclimatation de la source orale en France se lisent dans les débats historiographiques qui l'ont accompagnée : *Annales ESC*, « Archives orales. Une autre histoire ? », n° 1 (janvier-février 1980) ; D. Aron-Schnapper, *Histoire orale ou archives orales ? Rapport d'activités sur la constitution d'archives orales pour l'histoire de la Sécurité sociale*, Association pour l'histoire de la Sécurité sociale, Paris, 1980 ; J.-C. Bouvier et alii, *Tradition orale et identité culturelle, problèmes et méthodes*, Paris, CNRS, 1980 ; P. Joutard, *Ces voix qui nous viennent du passé*, Paris, Hachette, 1983 ; J.-P. Rioux, « L'histoire orale : essor, problèmes et enjeux », *Clio*, 75-76 (1983) ; IHTP, « Questions à l'histoire orale », *Les Cahiers de l'IHTP*, 4 (1987) ; D. Voldman (dir.), « La bouche de la vérité », *Les Cahiers de l'IHTP*, 21 (novembre 1992) ; C. de Tourtier-Bonazzi, *Le témoignage aux Archives*, Archives nationales, Paris, 1992 ; « Les phonothèques entre recherche et culture », AFAS-CREHOP,

oral dont les origines remontent quant lui à la fin du XIX^e siècle. En retraçant les étapes du mouvement de patrimonialisation qui a affecté la parole au XX^e siècle et en intégrant les acquis des sciences humaines et sociales dans la seconde moitié du XX^e siècle, on peut établir une généalogie critique et dynamique des concepts suivants : tradition orale et traditions orales, archives de la parole, histoire orale, archives sonores et phonogrammes, sources orales, témoignages oraux, oralité, entretiens, enquêtes orales, archives audiovisuelles, corpus oraux, mémoire orale, patrimoine oral, patrimoine mémoriel, patrimoine immatériel¹...

La « fabrication » du patrimoine oral et du patrimoine mémoriel, qui se déroule sous nos yeux et dont nous sommes partie prenante, fait l'objet d'une attention particulière : quel est le rôle de la demande sociale ? En quels termes et par quels canaux s'exprime-t-elle ? Qui y répond ? Quels acteurs se sont saisis dans le passé et se saisissent actuellement de cette demande sociale ? Quelles compétences professionnelles se sont construites pour répondre à cette demande ? Quels sont les indices ou les critères qui permettent de parler de *patrimonialisation* ? Quelles sont les résistances que ce mouvement rencontre ? Quels liens entretiennent depuis une trentaine d'années la mémoire, le patrimoine, l'histoire et l'oralité ? A quelles conditions peut-on parler d'un patrimoine oral ? Les archives orales font-elle partie du patrimoine immatériel ? À quelles conditions la mémoire des membres d'une institution peut-elle se constituer en patrimoine ?

Afin de répondre à ces questions, deux cas ont été explorés : d'un côté les archives orales filmées de l'OPRA et de la politique de l'accueil des exilés en France, constituées en partenariat par l'OFPPRA, les archives départementales du Val-de-Marne, la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine de Nanterre (BDIC), sous la direction d'Aline Angoustures². De l'autre, les collections sonores de l'Ins-

Sonorités n° spécial 28-29 (1992) ; D. Loddo et R. Bouthillier, *Les archives sonores en France*, Paris, Modal, 2000 ; G. Elgey, « Les archives orales. Rôle et statut. Avis présenté au Conseil économique et social », Paris, Editions des journaux officiels, Paris, 2001 ; F. Descamps, *L'historien, l'archiviste et le magnétophone. De la constitution de la source orale à son exploitation*, Paris, CHEFF, 2001, réédition 2005 ; J.-N. Pélen et V. Ginouvès, « Les sciences humaines et le témoignage oral. De la source à l'archive », *Sonorités*, AFAS, 4 (2002) ; A. Callu et H. Lemoine, *Patrimoine sonore et audiovisuel français, Entre archive et témoignage, Guide de recherche en sciences sociales*, Paris, Belin, 2005, et O. Baude (coord.), *Corpus oraux. Guide des bonnes pratiques*, Paris, CNRS Editions, 2006 ; F. Descamps, *Les sources orales. Récits de vie, entretiens, témoignages oraux*, Paris, Bréal, 2006.

1. Sur les mutations du patrimoine et sur les processus de patrimonialisation qui sont à l'œuvre dans nos sociétés, J.-M. Leniaud, *L'utopie française. Essai sur le patrimoine*, Paris, Mengès, 1992 ; *Chroniques patrimoniales*, Paris, Norma, 2001 ; *Les archipels du passé. Le patrimoine et son histoire*, Paris, Fayard, 2002 ; L. Smith, *Uses of Heritage*, Londres, Routledge, 2006 ; N. Heinich, *La fabrique du patrimoine. De la cathédrale à la petite cuillère*, Paris, Éditions de la MSH, 2009. Sur les politiques publiques du patrimoine, P. Poirrier et L. Vadelorge (dir), *Pour une histoire des politiques du patrimoine*, Paris, Comité d'histoire du ministère de la Culture et MSH, 2003 ; M. Rautenberg et L. Bérard, *Campagnes de tous nos désirs. Patrimoines et nouveaux usages sociaux*, Paris, MSH et Ministère de la Culture, 2000 ; M. Rautenberg, *La rupture patrimoniale*, Grenoble, À la croisée, 2003 ; M. Rautenberg, F. Thuriot et J.-C. Némery, *Stratégies identitaires de conservation et de valorisation de conservation*, Paris, L'Harmattan, 2008 ; F. Benhamou et M. Cornu, *Le patrimoine culturel au risque de l'immatériel. Enjeux juridiques, culturels, économiques*, Paris, L'Harmattan, 2011.
2. A. Angoustures, « L'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPPRA), lieu de mémoires plurielles des conflits », actes du colloque international « Mémoire orale des conflits : regards croisés », sous la direction de John Barzman, université du Havre, 26 et 27 novembre 2009, à paraître.

titut occitan¹, présentées sur le site du patrimoine oral et festif d'Aquitaine (Sondaqui), à partir desquelles C. Isnart a pu poser la question de la « fabrique » du patrimoine sonore, ethnomusicologique et oral². À cette occasion, il a pu être observé que les techniques de l'ingénierie patrimoniale et historique des archives orales telle qu'elle s'est développée depuis une dizaine d'années relèvent bien d'un processus de patrimonialisation actif : définition des objectifs et des méthodes de l'enquête orale, définition de la problématique, sélection des témoins et des « éléments à patrimonialiser », conduite et réalisation des entretiens, archivage, classement et conservation, rédaction des notices analytiques et biographiques, catalogage, gestion des droits patrimoniaux, diffusion et valorisations.

Le séminaire a été suivi par les étudiants du master 1 et 2 de l'université Paris-I, intitulé « Histoire et gestion du patrimoine culturel français et européen »³, puis selon leurs besoins et leur projet de recherche, par des auditeurs supplémentaires, au coup par coup, suivant le sujet de la séance. La séance sur l'entretien filmé (aspects techniques, pratiques de filmage et principes d'analyse des images), qui a bénéficié du concours de J.-C. Mouton, photographe et vidéo-cinéaste à la BDIC, a été particulièrement suivie ; cette séance atteste des besoins de formation en matière de filmage des entretiens et de la nécessité de réfléchir de façon critique à l'utilisation de la caméra, à son impact sur la prise de la parole et le témoignage, ainsi qu'aux apports méthodologiques et scientifiques de l'image animée⁴.

II. Archives orales et histoire d'une organisation : le cas de l'histoire du ministère des Finances au XX^e siècle

Pour la troisième année consécutive, le principe d'un séminaire consacré à l'histoire du ministère des Finances au xx^e siècle, confrontant sources écrites et sources orales, a été reconduit. Le séminaire vise à organiser le croisement des *points de vue* et des approches, entre historiens économiques, historiens de l'administration, historiens du politique, économistes et politistes. Les acteurs et les témoins ayant participé à l'élaboration ou à l'application des politiques économiques et financières conduites par les gouvernements successifs sont invités à prendre part aux travaux et à intervenir de façon formalisée au cours des séances ; lorsqu'ils l'acceptent, leur témoignage

1. <http://www.in-oc.org/fr/presentation-inoc/nos-services/culture/archive-sonore>

2. Cyril Isnart est anthropologue à l'université d'Evora ; il est spécialiste du culte des saints dans les Alpes du Sud et des rites religieux populaires. Son dernier ouvrage porte sur les *Saints légionnaires des Alpes du Sud. Ethnologie d'une sainteté locale*, Paris, éd. de la Maison des sciences de l'homme, 2008.

3. Ce master a pour ambition de former des personnels aptes à mettre en valeur des éléments du patrimoine historique et culturel, français et européen, en leur assurant une solide culture générale (histoire, histoire de l'art, droit du patrimoine) et en leur donnant une formation pratique et professionnelle (ingénierie culturelle et historique, documentation et informatique, gestion, droit, anglais, gestion de projet historique et patrimonial). Les étudiants du mastère rendent un travail à la fin de l'année donnant lieu à évaluation ; il leur est offert de réaliser un dossier de présentation d'une collection de témoignages oraux existante avec proposition de valorisation ou d'exploitation historique, ou de présenter un projet de création d'un corpus de témoignages oraux, avec au moins deux interviews réalisées et analysées.

4. F. Descamps, « Et si on ajoutait l'image au son ? Quelques éléments de réflexion sur les entretiens filmés dans le cadre d'un projet d'archives orales », *Gazette des Archives*, 196 (2004), p. 95-122.

est enregistré et déposé au Comité pour l'histoire économique et financière qui possède une collection de 3 000 heures d'enregistrement collectées depuis 1988. Chaque séance donne lieu à un état des lieux bibliographique et historiographique, ainsi qu'à une présentation des sources archivistiques et des sources orales. Sur chaque thème d'étude, le séminaire cherche à constituer des binômes, constitués d'un chercheur et d'un témoin, afin de croiser les points de vue, de mettre en perspective et de contextualiser les témoignages oraux des acteurs.

Après avoir évoqué l'entre-deux-guerres, la période de Vichy et les années de reconstruction jusqu'à la fin de la IV^e République, le séminaire se focalise sur « *les années Giscard* » qui compte tenu de la longévité et du poids de Valéry Giscard d'Estaing dans l'histoire de ce ministère, s'étendent de 1959 à 1981. Cette année, alors que les années 1970 commencent à faire l'objet de colloques et de travaux universitaires¹, l'histoire du ministère des Finances a été travaillée selon deux axes, externe et interne : a) Comment le ministère de l'Économie et des Finances s'insère-t-il dans son environnement politique et économique et quelles impulsions en reçoit-il ? b) Quelles interventions économiques met-il en œuvre ? Pour répondre à ces questions et en essayant de mettre au jour les interactions entre l'administratif, le politique et l'économique, ont été étudiés successivement la crise des années 1970 et son impact sur la conduite de la politique économique et financière française (B. Blancheton, Bordeaux-IV), la nouvelle donne monétaire et financière des années 1970 qui s'impose à la Rue de Rivoli et à la Banque de France (O. Feiertag, université de Rouen), ainsi que plusieurs exemples de politiques publiques sectorielles à caractère économique : le développement et la restructuration des Assurances (A. Strauss, Paris-I : « B. Balaresque, directeur des Assurances de 1977 à 1982 »); la politique du Commerce extérieur et la DREE (L. Badel, Institut universitaire de France, université de Strasbourg : « G. de Panafieu, conseiller technique à la Présidence de la République de 1978 à 1981 »); le poids de l'Outre-mer dans la politique financière et monétaire française depuis la décolonisation (L. Quennouëlle, CNRS : « Y. Roland-Billecard directeur général de la Caisse française de Développement, 1967-1989 »); le développement de la préoccupation européenne au ministère des Finances dans les années 1970 (M. Mangenot, IEP Strasbourg : « P. Achard secrétaire général du SGCI de 1979 à 1982 »); la définition de la politique fiscale (F. Tristram, Paris-I : « P. Rouvillois, directeur général des Impôts de 1976 à 1982 »).

Le second axe d'étude est l'histoire interne du ministère : par quels processus de changement le ministère est-il travaillé, quels objectifs poursuit-il ? Quelles actions de modernisation ou d'adaptation met-il en œuvre ? A-t-il les capacités de s'auto-réformer et de quelles marges de manœuvre dispose-t-il ? Nous nous sommes successivement intéressés à la Mission Huet, mission de réforme administrative, de réforme administrative et de prospective qui a fonctionné de 1968 à 1971, à l'informatisation du ministère (P. Mounier-Kuhn, CNRS) et « aux choix croisés » de la direction générale des Impôts et de la Comptabilité publique dans les années 1960 et 1970, ainsi qu'à la modernisation et à l'expansion de l'INSEE (A. Desrosières, INSEE).

1. Cf. les récents colloques sur la présidence de V. Giscard d'Estaing, sur J. Chaban-Delmas Premier ministre, sur R. Barre Premier ministre, sur R. Boulin ministre de la V^e République, etc.